

Economie de marché non libre



Quand on parlait de la Chine il y a encore quelques années, la masse seule suffisait à fasciner l'auditoire; il faut dire que le gigantisme a toujours insufflé du respect ou de l'enthousiasme. Lors d'une conférence, j'ai par exemple noté au passage qu'en trois ans de boom immobilier la Chine avait utilisé autant de béton que les Etats-Unis durant tout le XX^e siècle, soit con-

crètement 6,6 milliards de tonnes. J'ai trouvé cela à peine croyable et j'ai immédiatement eu l'impression d'être passé à côté de quelque chose, p. ex. d'acheter des actions de sociétés de construction ou immobilières chinoises. Mais cela aurait déjà été trop tard à l'époque et le krach boursier chinois de l'été 2015 a clairement réfréné l'euphorie du secteur financier concernant l'empire du Milieu et permis de revenir à une attitude de base plus sceptique, six milliards de tonnes ou non.

Ce chiffre est impressionnant, il faut bien le reconnaître. Mais faut-il pour autant envier la Chine? Je ne crois pas, surtout si l'on considère que cette consommation hallucinante de béton s'explique par l'urbanisation galopante du pays. Chaque année, plus de 20 millions de Chinois fuient la campagne pour s'installer en ville. Or, nous savons qu'ils ne le font pas tous de leur plein gré. Tout à l'euphorie sur la mondialisation, l'envolée des BRIC et la prospérité accrue qui en découle, on oublie trop souvent deux choses essentielles. D'une part, le monde s'est enrichi, mais uniquement dans la perspective des chiffres par tête du revenu ou de la fortune. Leur répartition laisse en effet à penser que la prospérité nouvellement créée ne profite pas à tout le monde, ce que nous avons déjà discuté (à plusieurs reprises) dans cette chronique. D'autre part, l'économie mondiale est de moins en moins libre, ce qui s'explique par le fait que des pays dits non libres pèsent de plus en plus dans le produit mondial brut. Alors qu'ils représentaient encore 15% environ au début du siècle, les Etats non libres et leurs économies contribuent à présent à près de 30% au PIB mondial, principalement grâce à la Chine, mais pas uniquement.

Grâce à l'injustice

Dire que l'occident l'a célébrée cette mondialisation. Elle était un substitut bienvenu aux marchés saturés des pays très industrialisés et n'a jamais vraiment été analysée. Pourtant cela fait longtemps que les signes se multiplient que cette augmentation du poids des économies émergentes, mais politiquement plutôt instables, ne rend pas le monde plus libéral et restreint au contraire sa liberté. Il n'empêche que les BRIC et toutes les autres économies émergentes ont été considérés comme une bénédiction. Surtout après la crise financière, la forte demande qui en émanait a évité un effondrement encore plus marqué de l'économie mondiale. Mais cette ascension a un prix, celui d'une injustice crois-

sante dans le monde, comme le constate l'organisation à but non lucratif Freedom House. Dans nos pays occidentaux opulents, nous avons en quelque sorte pu accroître ou du moins préserver notre prospérité grâce à l'accroissement global de l'injustice. Car les chiffres fournis par Freedom House, une organisation non gouvernementale ayant son siège à Washington afin d'en témoigner sont difficilement réfutables.

La majorité vit et travaille dans une absence de liberté

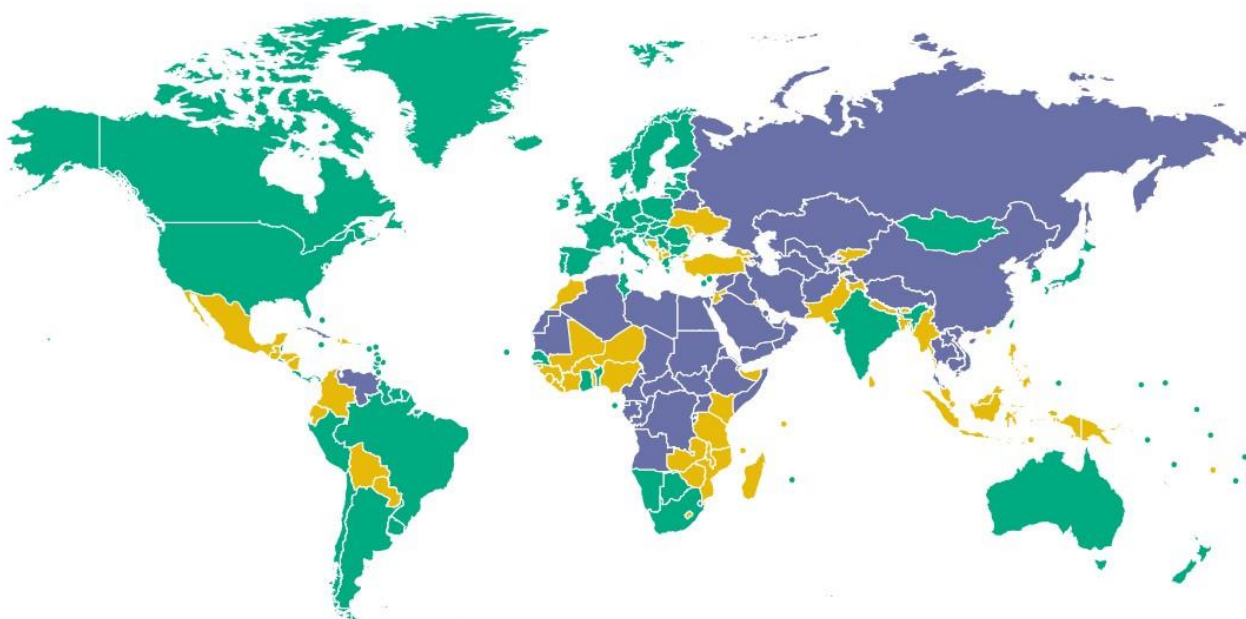
Selon la définition de Freedom House (créée par Eleanor Roosevelt et Wendell Willkie en octobre 1941), un pays est notamment injuste si les élections ne sont pas libres ou loyales, si l'opposition n'est pas en mesure d'exercer une influence, si la justice n'est pas indépendante, si les droits fondamentaux des citoyens ne sont pas garantis ou si les femmes n'ont pas les mêmes droits dans la société. Sur la carte du monde actuelle, Freedom House recense 87 pays libres, 49 pays non libres et 59 pays partiellement non libres. La Russie et la Chine, la plupart des dragons asiatiques et deux tiers de l'Afrique sont considérés comme des pays non libres, tout comme la plupart des pays musulmans. Ce n'est certes pas la majorité des pays, mais le rapport devient plus flagrant si la pondération ne se base plus sur le nombre de pays, mais sur la population ou les actifs. Dans ce cas, 60,5% de la population mondiale vivent aujourd'hui dans des pays non libres. Globalement, cela représente près de quatre milliards et demi d'individus. 62,5% des actifs, soit plus de deux milliards, travaillent dans des pays non libres, mais n'ont cependant contribué «qu'à» hauteur de 31% à la performance économique mondiale.

La migration est en marche depuis longtemps

Dans l'histoire de notre planète, les migrations ont généralement été une fuite, que ce soit devant les Huns ou d'autres tribus guerrières, la famine ou d'autres circonstances contraires, quelles qu'elles soient, dans le pays d'origine. Avec l'escalade du conflit syrien, les flux de réfugiés ont atteint des proportions extrêmes, notamment dans la perspective européenne. Entre-temps, les Syriens ne sont plus les seuls à vouloir quitter leur pays. Le monde entier s'est mis en marche, à commencer par l'Afrique et l'Asie et il n'y a encore jamais eu autant de personnes en fuite qu'aujourd'hui. Pratiquement en catimini, la mondialisation a ainsi mis en branle une libre circulation des personnes plutôt non intentionnelle. Le mot d'ordre est de fuir vers la liberté, de quitter les économies non libres, avant que le chaos ne s'y installe ou que la dictature n'y accapare le pouvoir. Il est grand temps de mondialiser la politique, pour sa part l'économie est arrivée à saturation.

Martin Neff, chef économiste de Raiffeisen

Carte du monde de l'absence de liberté



Légende (nombre entre parenthèses): vert (87) = libre; jaune (59) = partiellement non libre; violet (49) = non libre

Source: Freedom House

Mentions légales importantes

Ceci n'est pas une offre

Les contenus publiés dans le présent document sont mis à disposition uniquement à titre d'information. Par conséquent, ils ne constituent ni une offre au sens juridique du terme, ni une incitation ou une recommandation d'achat ou de vente d'instruments de placement. La présente publication ne constitue ni une annonce de cotation ni un prospectus d'émission au sens des articles 652a et 1156 CO. Seul le prospectus de cotation présente les conditions intégrales déterminantes et le détail des risques inhérents à ces produits. En raison de restrictions légales en vigueur dans certains Etats, les présentes informations ne sont pas destinées aux ressortissants ou aux résidents d'un Etat dans lequel la distribution des produits décrits dans la présente publication est limitée.

Cette publication n'est pas destinée à fournir au lecteur un conseil en placement ni à l'aider à prendre ses décisions de placement. Des investissements dans les placements décrits ici ne devraient avoir lieu que suite à un conseil approprié à la clientèle et/ou à l'examen minutieux des prospectus de vente contraignants. Toute décision prise sur la base de la présente publication l'est au seul risque de l'investisseur.

Exclusion de responsabilité

Raiffeisen Suisse société coopérative fait tout ce qui est en son pouvoir pour garantir la fiabilité des données présentées. Cependant, Raiffeisen Suisse société coopérative ne garantit pas l'actualité, l'exactitude et l'exhaustivité des informations divulguées dans la présente publication.

Raiffeisen Suisse société coopérative décline toute responsabilité pour les pertes ou dommages éventuels (directs, indirects et consécutifs) qui seraient causés par la diffusion de cette publication ou de son contenu, ou liés à cette diffusion. Elle ne peut notamment être tenue pour responsable des pertes résultant des risques inhérents aux marchés financiers.

Directives visant à garantir l'indépendance de l'analyse financière

Cette publication n'est pas le résultat d'une analyse financière. Par conséquent, les «Directives visant à garantir l'indépendance de l'analyse financière» de l'Association suisse des banquiers (ASB) ne s'appliquent pas à cette publication.